



Dépêche No. 638 | 10 mai 2023

Les Marocains demandent plus d'efforts pour la promotion du bien-être des enfants

Dépêche No. 638 d'Afrobarometer | Mhammed Abderebbi et Lionel Ossé

Résumé

Pour promouvoir le bien-être des enfants et les protéger contre toute les formes d'abus, le Maroc a pris des engagements internationaux qui consacrent les droits des enfants. Le gouvernement a également mis en place, entre autres, la Politique Intégrée de la Protection de l'Enfance (PIPE) et le Dispositif Territorial Intégré de Protection de l'Enfance (DTIPE), qui visent à élargir le suivi des enfants négligés, abusés ou déscolarisés et à fournir une assistance administrative aux enfants qui en ont besoin (Royaume du Maroc, 2019 ; Channaje, 2023). Des centres d'accompagnement et de protection de l'enfance (CAPEs) ont été ouverts dans plusieurs provinces, et des allocations familiales et pensions alimentaires s'octroient aux enfants négligés ainsi qu'aux mères en situation de précarité à travers le fonds d'entraide familiale lancé en 2012, le programme Tayssir et l'initiative « Un Million de Cartables » (Royaume du Maroc, 2023).

Cependant, selon une étude co-dirigée par l'Observatoire Nationale du Développement Humain (2017), la majorité des enfants marocains vivent une pauvreté multidimensionnelle, surtout ceux qui résident dans les milieux ruraux. Le taux net de scolarisation au niveau secondaire reste globalement moyen mais faible dans les villages. Quant aux abus, près d'un millier de cas de violences sur les enfants ont été enregistrés en 2021, soit environ trois enfants ont été victimes de violences chaque jour (Asmlal, 2022).

Cette dépêche rend compte d'un module de questions spécifiques inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les attitudes et les perceptions des Africains concernant le bien-être des enfants.

Plus de la moitié des Marocains pensent qu'il est justifié d'utiliser la force physique pour discipliner les enfants et déclarent que cette pratique est fréquente dans leur communauté. Tandis que la majorité disent que les cas d'enfants non-scolarisés et d'enfants abusés ou négligés ne sont pas très courants dans leur communauté, de fortes minorités sont en désaccord.

La majorité des répondants affirment que des sources d'aide et de soutien sont disponibles pour les enfants vulnérables de leur communauté, mais ne sont pas satisfaits des efforts du gouvernement dans la protection et la promotion du bien-être des enfants vulnérables.

Enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Maroc, dirigée par Global for Survey and Consulting (GSC), a interviewé 1.200 adultes marocains en août 2022. Un échantillon de cette taille donne des

résultats au niveau des pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les précédentes enquêtes d'Afrobarometer ont été menées au Maroc en 2013, 2015, 2018 et 2021.

Résultats clés

Discipliner les enfants :

- Plus de la moitié (53%) des Marocains pensent qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié pour les parents d'utiliser la force physique pour discipliner leurs enfants.
- Presqu'autant (51%) de citoyens déclarent que l'utilisation de la force physique pour discipliner les enfants est fréquente dans leur communauté.

Enfants maltraités, négligés et non-scolarisés :

- Quatre Marocains sur 10 déclarent que les cas d'enfants non-scolarisés (40%) et les violences, maltraitances ou négligences sur les enfants (38%) sont « assez » ou « très » fréquents dans leur communauté.
 - Les ruraux et les répondants non-nantis sont plus susceptibles de percevoir les cas d'enfants non-scolarisés, tandis que les violences, maltraitances ou négligences des enfants sont plus perçues par les non-nantis et les jeunes.

Prise en charge des enfants vulnérables :

- Pour la majorité des Marocains il existe dans leur communauté des sources d'aide aux enfants abusés, maltraités ou négligés (60%), aux enfants ayant un handicap physique (55%) ainsi qu'aux adultes ou enfants avec des troubles mentaux ou émotionnels (51%).
- Mais les non nantis, les moins instruits et les habitants en milieu rural sont moins enclins de percevoir la disponibilité de tels soutiens.

Promotion du bien-être des enfants :

- Six Marocains sur 10 (59%) pensent que la performance du gouvernement en matière de promotion du bien-être des enfants est « plutôt mal » ou « très mal ».
 - Les non-nantis, les non-instruits, les jeunes, les ruraux et les hommes sont les plus enclins à désapprouver la performance du gouvernement dans ce domaine.

Discipliner physiquement un enfant

La pratique du châtiment corporel a des conséquences sur l'intégrité physique, morale et émotionnelle des enfants, pouvant les poursuivre jusqu'à l'âge adulte. Que pensent les Marocains de cette forme de discipline ?

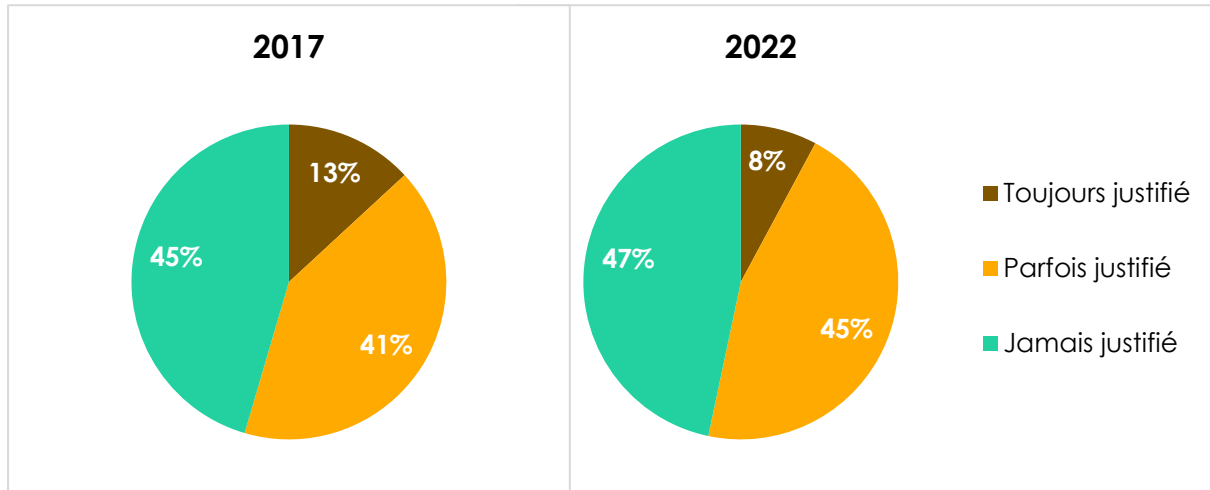
Plus de la moitié (53%) des citoyens estiment qu'il est « parfois » ou « toujours » justifié qu'un parent utilise la force physique pour discipliner son enfant. Cette perception n'a pas évolué de manière significative depuis 2017 (Figure 1).

Lorsque l'on désintègre les données par catégories démographiques, on constate que l'usage de la force physique sur les enfants est plus accepté par les moins instruits (61%-68%), les moins nantis (66%),¹ les habitants des zones rurales (61%), les répondants plus âgés (59%

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de

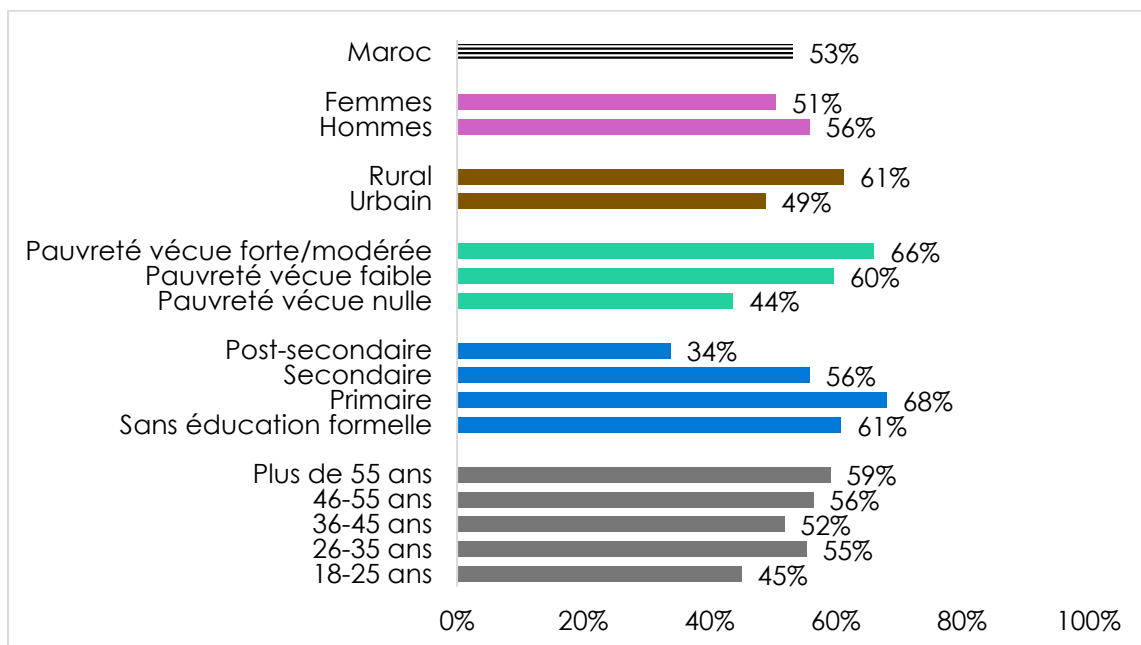
des plus de 55 ans) et les hommes (56%) que les plus instruits (34%), les plus nantis (44%), les citadins (49%), les jeunes (45% des 18-25 ans) et les femmes (51%) (Figure 2).

Figure 1 : Les parents devraient-ils physiquement discipliner les enfants ? | Maroc | 2017-2022



Question posée aux répondants : Pour chacune de ces actions, veuillez me dire si d'après vous elles sont toujours justifiées, parfois justifiées ou jamais justifiées : Lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de force physique ?

Figure 2 : Il est justifié pour les parents de discipliner physiquement les enfants | par groupe démographique | Maroc | 2022



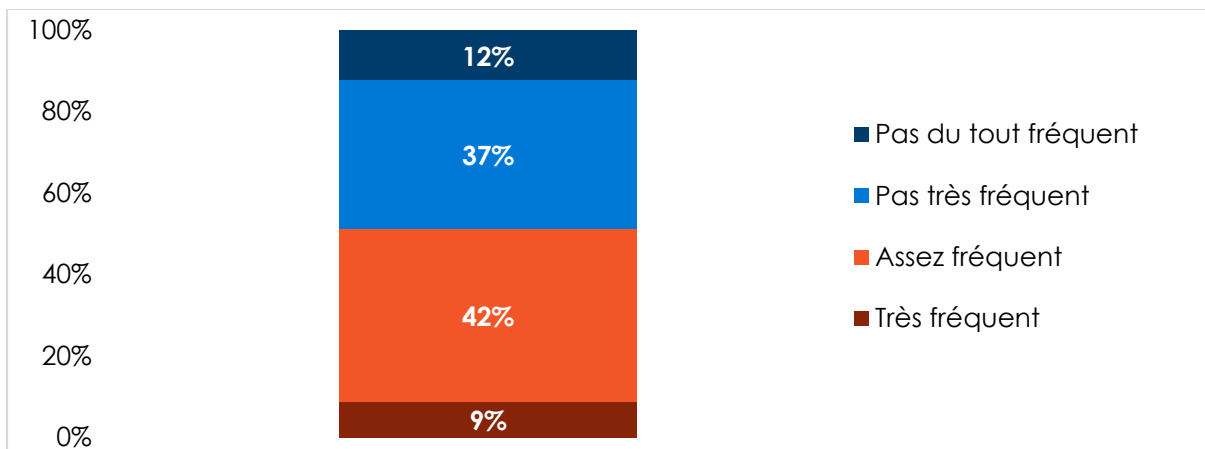
(% qui disent qu'il est « parfois justifié » ou « toujours justifié » lorsque les parents punissent leurs enfants en usant de force physique)

combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Peu surprenant, un peu plus de la moitié (51%) des Marocains disent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants dans leur communauté, tandis que 49% estiment que cette pratique n'est « pas très fréquente » ou « pas du tout fréquente » (Figure 3).

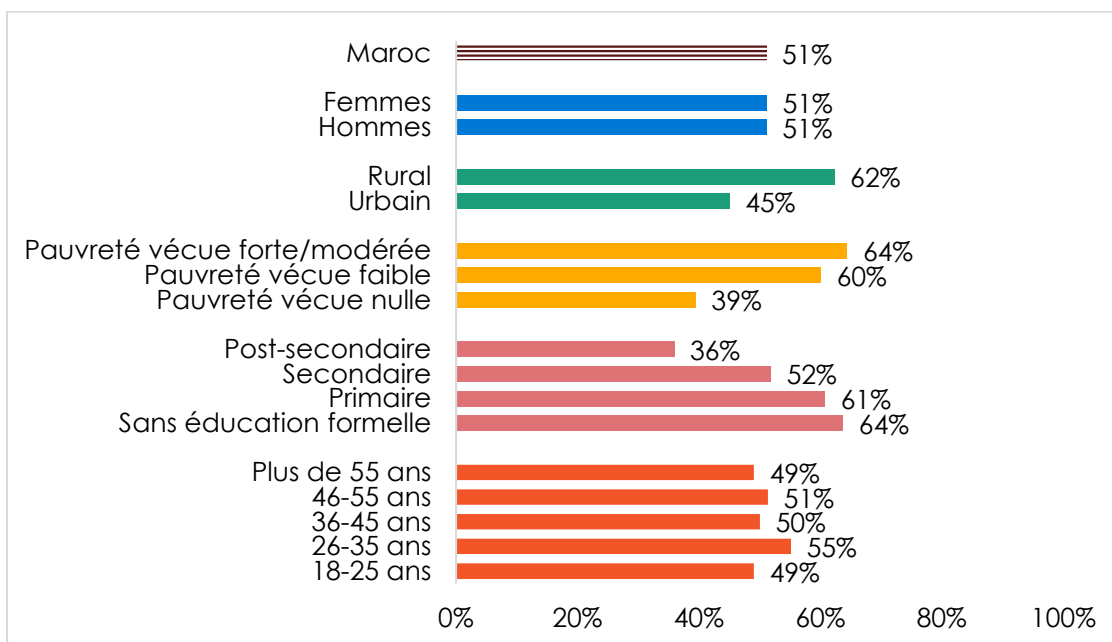
La pratique de la violence sur les enfants est plus perçue dans les villages que dans les villes (62% vs. 45%). Elle est également plus répandue chez les moins nantis (60%-64%) que chez les personnes aisées (39%), et chez les Marocains non-instruits que chez ceux plus instruits (64% vs. 36%) (Figure 4).

Figure 3 : A quelle fréquence les adultes utilisent-ils la force physique pour discipliner les enfants ? | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ?

Figure 4 : Usage fréquent de la force physique pour discipliner les enfants | par groupe démographique | Maroc | 2022



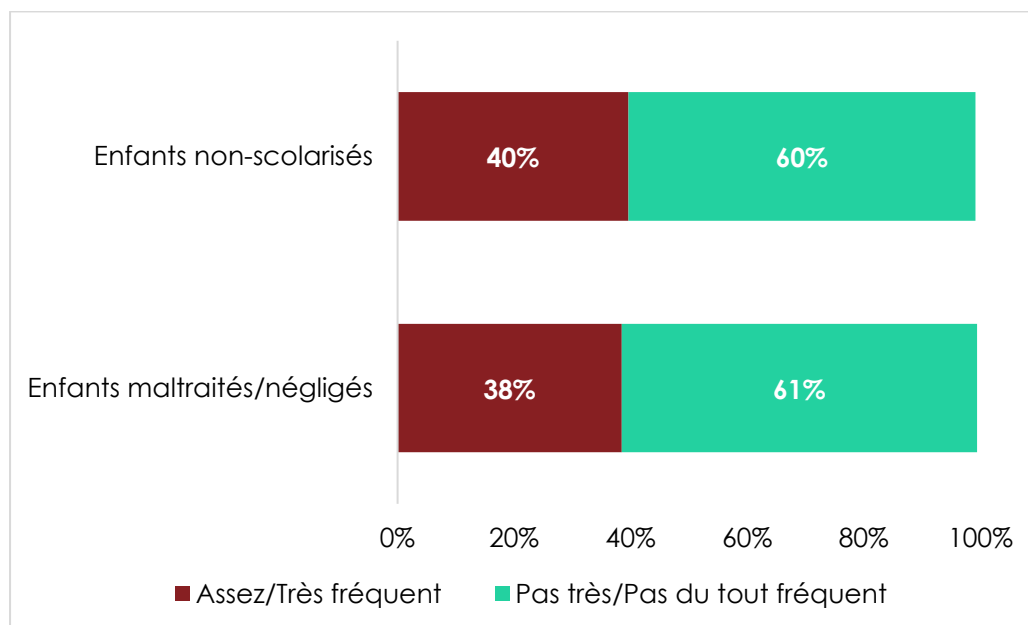
(% qui disent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants)

Maltraitance et négligence

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (2022), est considérée comme maltraitance des enfants toute sorte d'abus, de négligence ou d'exploitation commerciale sur les personnes de moins de 18 ans.

Quatre Marocains sur 10 déclarent qu'il est « assez fréquent » ou « très fréquent » que des enfants de leur communauté soient violentés, maltraités ou négligés (38%) et que des enfants qui doivent être à l'école ne le soient pas (40%). A l'opposé, six répondants sur 10 trouvent que les abus ou la maltraitance des enfants ainsi que leur non-scolarisation ne sont « pas très fréquents » ou « pas du tout fréquents » dans leur communauté (Figure 5).

Figure 5 : A quelle fréquence les enfants sont-ils victimes de violence, maltraités, négligés ou non-scolarisés ? | Maroc | 2022



Questions posées aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier :

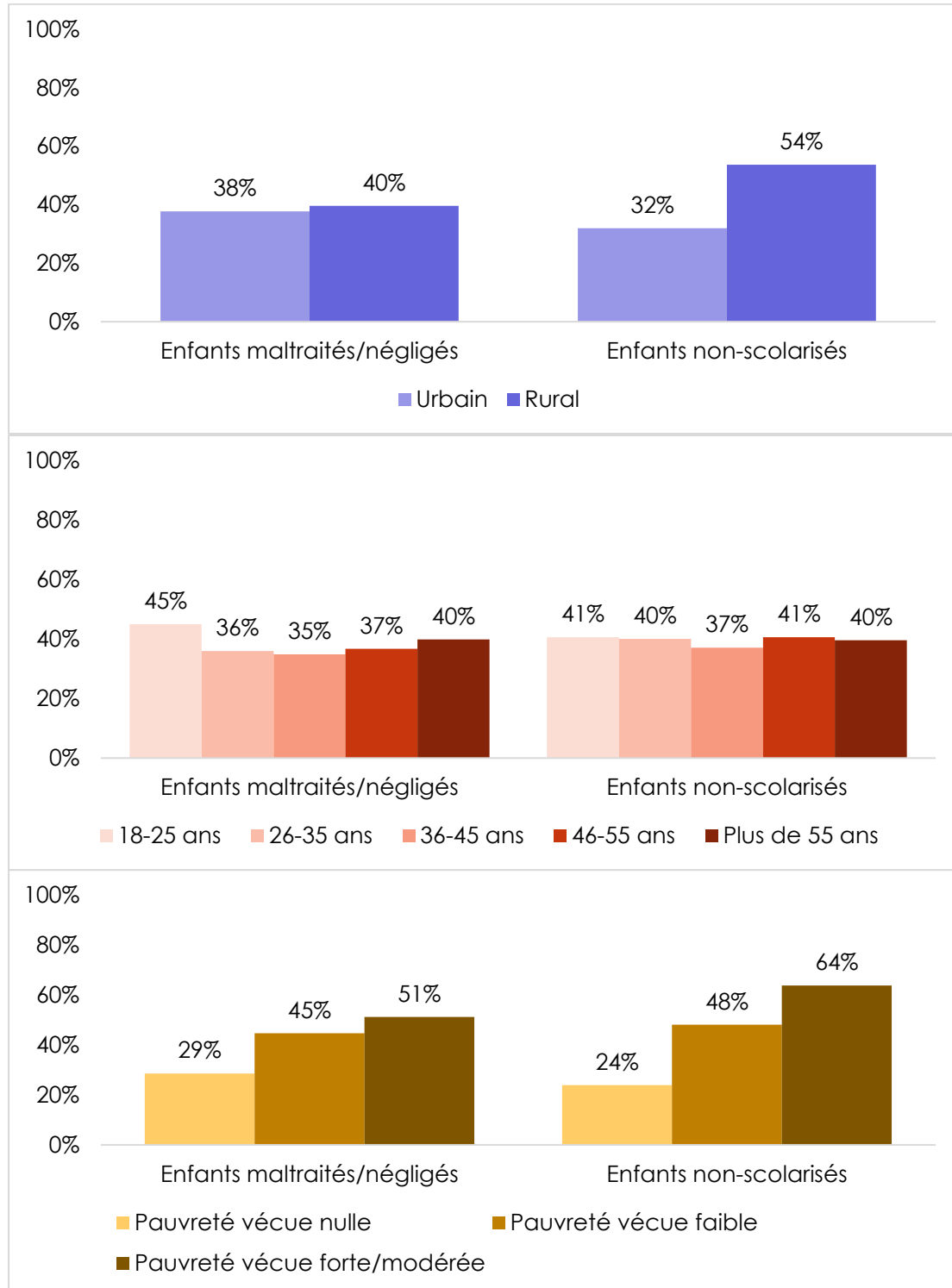
- Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?
- Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

Les cas d'enfants non-scolarisés sont plus répandus dans les villages que dans les villes (54% vs. 32%), et plus perçus par les Marocains moins aisés que les citoyens qui sont plus nantis (64% vs. 24%) (Figure 6).

Quant aux abus et à la négligence des enfants, ils sont plus fréquents pour les moins aisés (51%) et les 18-25 ans (45%) que pour les plus nantis (29%) et les plus de 25 ans (35-40%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 6 : Perception que les enfants sont fréquemment maltraités, négligés ou non-scolarisés | par milieu de résidence urbain-rural, groupe d'âge et pauvreté vécue | Maroc | 2022



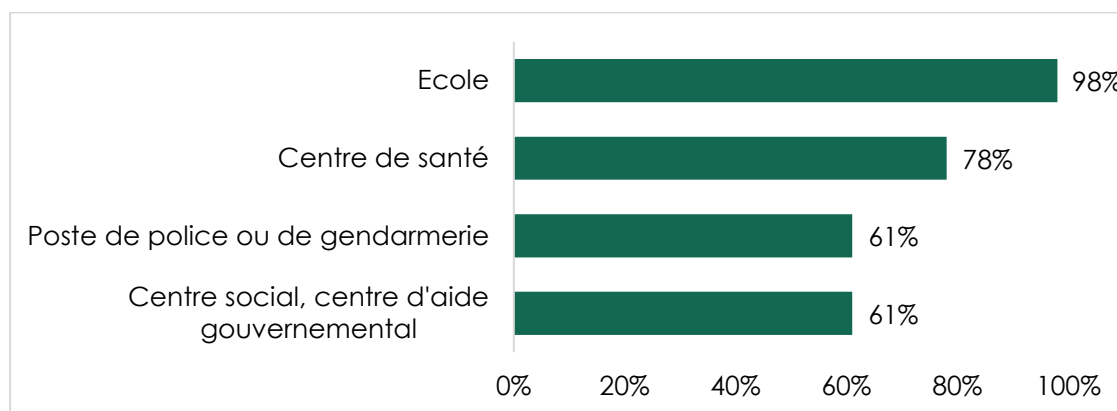
Questions posées aux répondants : À quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre collectivité ou votre quartier : Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ? Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Soutien aux enfants vulnérables

Fournir de l'assistance aux personnes vulnérables, notamment les enfants, relève de la responsabilité de l'Etat aussi. Raison pour laquelle les Etats disposent des structures ou services qui traitent de la prise en charge des enfants ou des personnes vulnérables. Dans quelle mesure ces services sont-ils disponibles au Maroc ?

Sur la base des observations des enquêteurs d'Afrobarometer dans toutes les zones de dénombrement (ZD) visitées, la majorité des Marocains vivent à distance de marche d'une école (98%), d'un centre de santé (78%), d'un poste de police/gendarmerie (61%) et d'un centre social ou d'aide gouvernemental (61%) (Figure 7).

Figure 7 : Disponibilité de services publics dans la communauté | Maroc | 2022

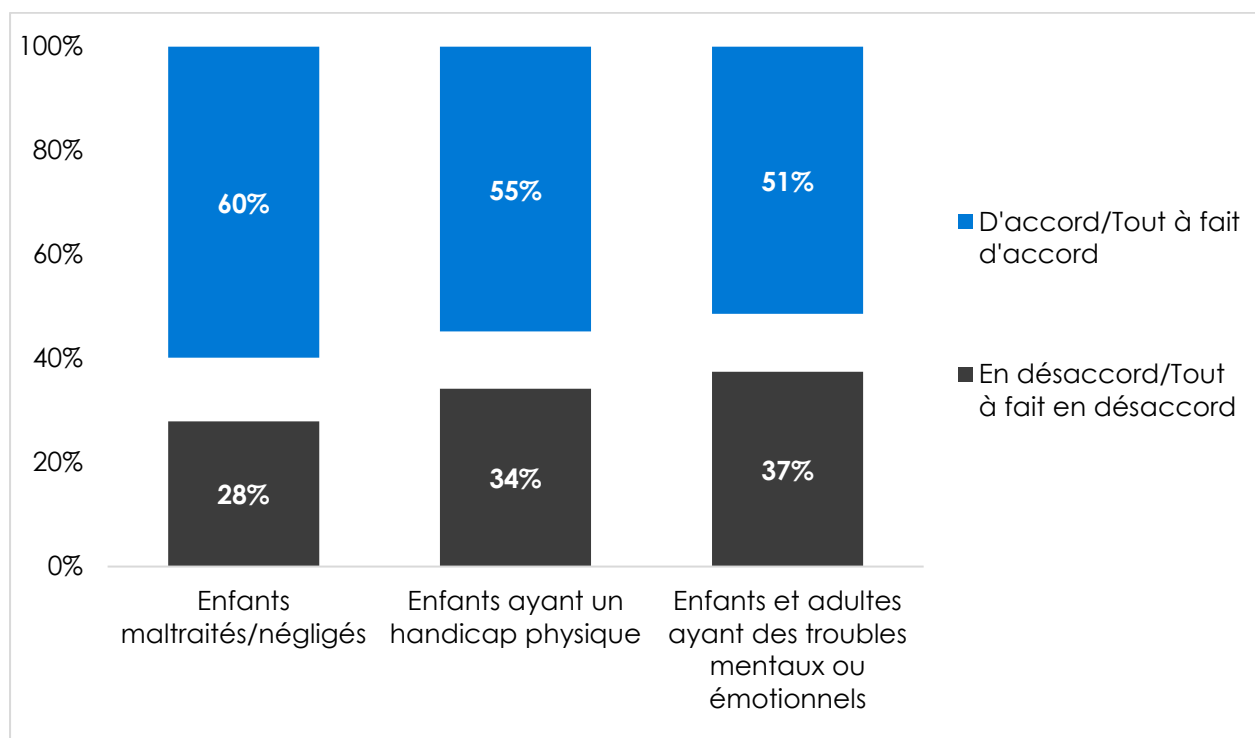


Questions posées aux enquêteurs d'Afrobarometer : Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette zone de dénombrement (ZD) ou à distance de marche de celle-ci : Ecole (privée, publique ou les deux) ? Poste de police/gendarmerie ? Centre de santé (privée, publique ou les deux) ? Un centre social, un centre d'aide gouvernemental ou un autre bureau gouvernemental où les gens peuvent demander de l'aide en cas de problèmes ? (% « oui »)

Parallèlement, la majorité des citoyens marocains affirment qu'il existe dans leur communauté des sources d'aide aux enfants maltraités ou négligés (60%), aux enfants ayant un handicap physique (55%) ainsi qu'aux enfants et adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels (51%). Cependant, des proportions non négligeables (28%-37%) estiment que de tels soutiens ne sont pas disponibles (Figure 8).

Tous les trois types de soutien semblent plus accessibles en ville et pour les citoyens plus instruits et plus aisés (Figure 9). Par exemple, 70% des répondants plus nantis affirment la disponibilité d'aide pour les enfants victimes de violence, maltraités ou négligés, contre seulement 51% des moins nantis. De même, la possibilité d'assistance pour les enfants ayant un handicap physique est perçue par 65% des urbains, comparé à 45% des ruraux. Tandis que 55% des plus instruits perçoivent la disponibilité d'un soutien aux enfants et adultes souffrant de troubles mentaux ou émotionnels, moins de la moitié (46%) de ceux sans instruction formelle la perçoivent.

Figure 8 : Une aide est-elle disponible pour les enfants vulnérables dans la communauté ? | Maroc | 2022



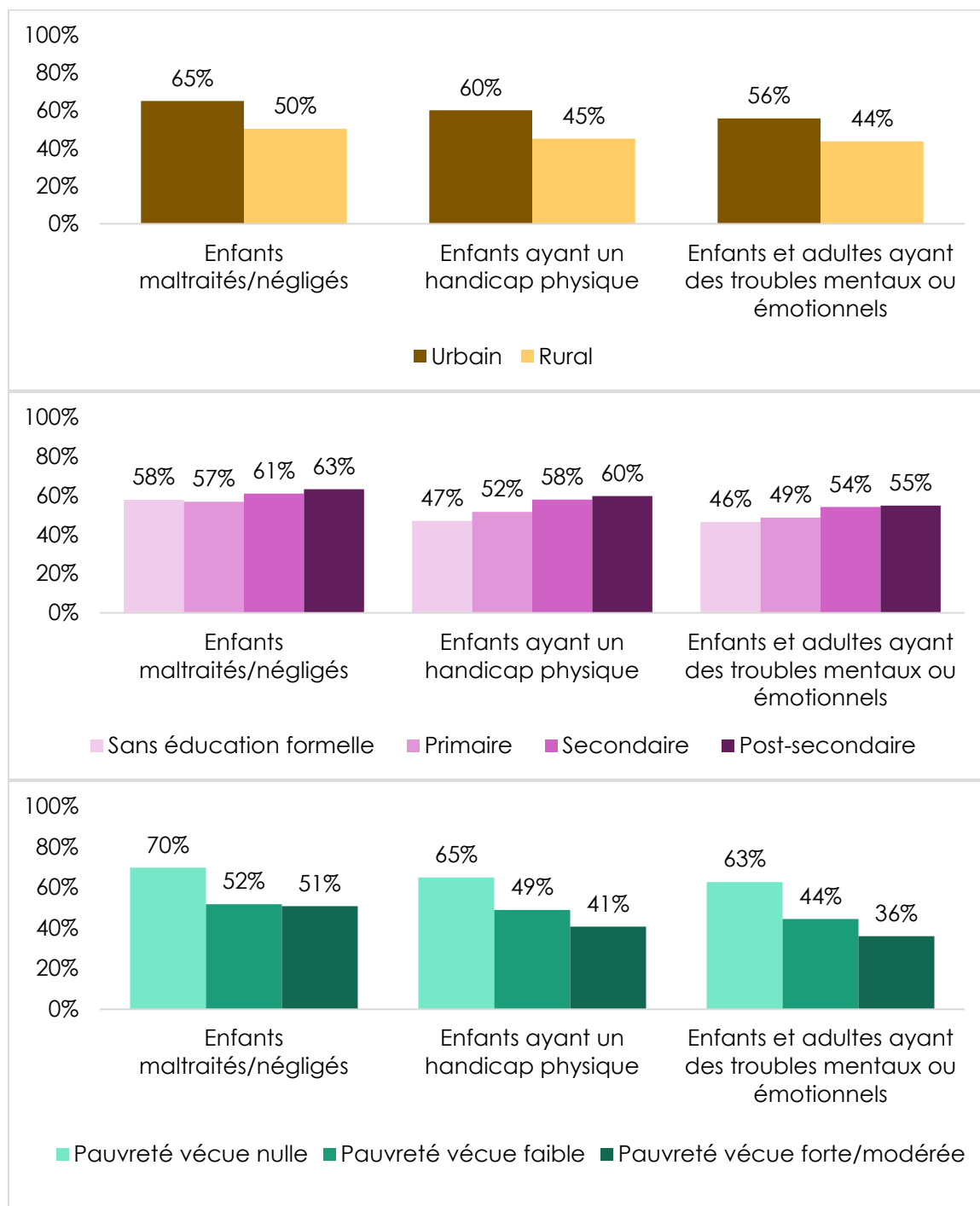
Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraiteés ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

Figure 9 : Disponibilité d'aide pour les enfants vulnérables | par milieu de résidence urbain-rural, niveau d'éducation et pauvreté vécue | Maroc | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants maltraités ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

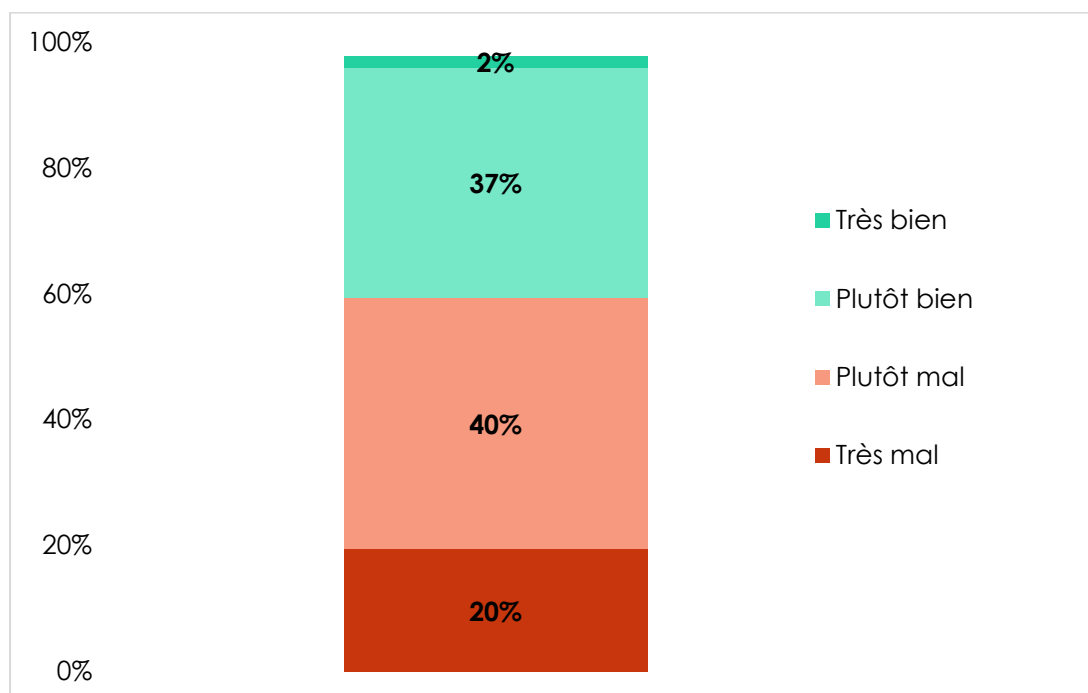
Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Promotion du bien-être des enfants

Globalement, la majorité (59%)² des Marocains estiment que la performance du gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants est « plutôt mal » (40%) ou « très mal » (20%). A l'inverse, seulement 39% d'entre eux trouvent satisfaisants les efforts du gouvernement dans ce domaine (Figure 10).

Figure 10 : Performance du gouvernement dans la promotion du bien-être des enfants | Maroc | 2022

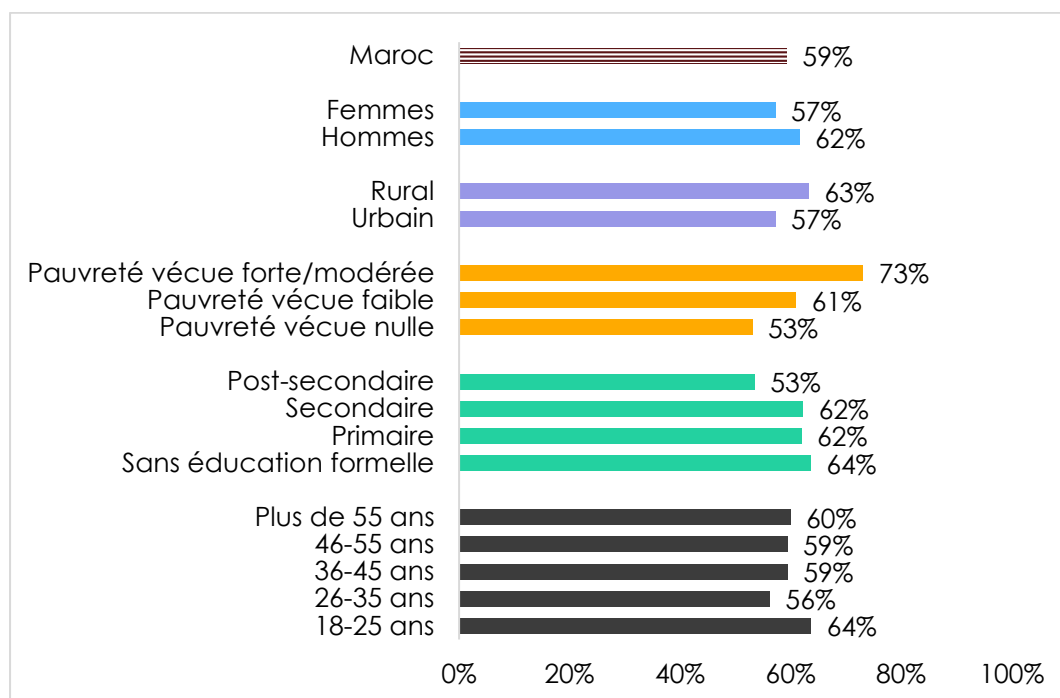


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

L'appréciation de la performance du gouvernement dans le domaine de la protection et de promotion des enfants vulnérables varie selon les critères démographiques. Ainsi, les moins nantis (73%), les citoyens sans éducation formelle (64%), les 18-25 ans (64%), les habitants des milieux ruraux (63%) ainsi que les hommes (62%) sont ceux qui déprécient plus les efforts du gouvernement en la matière (Figure 11).

² En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies.

Figure 11 : Mauvaise performance du gouvernement en matière de promotion du bien-être des enfants | par groupe démographique | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt mal » ou « très mal »)

Conclusion

Le Maroc a réalisé des progrès dans la promotion des droits de l'enfant, notamment dans les domaines du droit à la protection, à l'éducation et à la santé. En effet, les engagements pris ont été suivis par des actions pour aider les enfants en difficulté et pour prendre en compte l'ensemble des facteurs préjudiciables à l'épanouissement de l'enfant et à son bien-être.

Cependant, l'enquête Afrobarometer montre que la majorité des Marocains pensent encore qu'il est justifié d'utiliser la force physique pour discipliner les enfants et que cette pratique reste courante dans le pays.

Quant aux abus et aux négligences des enfants, la majorité des citoyens affirment qu'ils ne sont pas fréquents dans leur communauté, mais une bonne partie ont un point de vue différent, surtout les citoyens moins nantis.

De même, ce sont les moins nantis, ainsi que les personnes moins instruites et les habitants du milieu rural, qui sont moins enclins d'affirmer qu'il existe des systèmes d'assistance aux enfants vulnérables dans leur communauté. Ces disparités pourraient contribuer aux sentiments d'insatisfaction des Marocains par rapport à la performance du gouvernement en matière de protection et de promotion du bien-être des enfants.

Références

- Asmlal, A. (2022). Violences contre les enfants : Trois enfants violentés chaque jour, plus de 400 viols en 2021. Le 360. 18 février.
- Channaje, A. (2023). UNICEF : La situation de la protection de l'enfance au Maroc sous la loupe. L'Opinion. 31 janvier.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Observatoire National du Développement Humain. (2017). Profil de la pauvreté des enfants au Maroc. Avec le Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement Sociale et UNICEF.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2022). Maltraitance des enfants.
- Royaume du Maroc. (2019). Politique nationale intégrée de la santé de l'enfant à l'horizon 2030.
- Royaume du Maroc. (2023). Le programme Tayssir.

Mhammed Abderebbi est chercheur principal de l'enquête Afrobarometer au Maroc. Email : abderebbimhammed@gmail.com.

Lionel Ossé est le manager adjoint des enquêtes Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et l'Afrique du Nord. Email : lessima@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations–Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 638 d'Afrobarometer | 10 mai 2023